

L'“AMERICA FIRST” DE TRUMP MÈNE À UN DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE MAJEUR

PAR GAËL GIRAUD*

Le président des Etats-Unis a commencé à mettre en œuvre sa politique économique. Quels effets le protectionnisme et l'ultralibéralisme assumés de la première économie mondiale produiront-ils ? L'économiste en chef de l'Agence française pour le développement (AFD) livre ses réponses.



florence durand / sipa

Marianne : Le nouveau président américain affirme sa volonté d'appliquer une politique protectionniste, avec pour slogan « America First ».

En quoi cela est-il original ?

Gaël Giraud : Ce à quoi Donald Trump veut apparemment mettre fin, c'est à l'architecture juridique globalisée, portée par les Européens, et en premier lieu des hauts fonctionnaires français, souvent proches des socialistes, comme Jacques Delors (Commission européenne), Pascal Lamy (OMC), Jean-Claude Paye (OCDE) ou Michel Camdessus (FMI). Cette utopie, qui a prévalu dans les années 90 et jusqu'au krach de 2007, faisait de la circulation mon-

diale des capitaux la condition de prospérité des peuples. Ses artisans se sont activés, aux places qui étaient les leurs dans les instances multilatérales, pour inscrire ce principe dans les traités internationaux. La zone euro est d'ailleurs la seule zone juridique qui fasse de la mobilité du capital l'un des fondements de son existence. Wall Street comme Washington n'ont jamais été très enthousiastes de ce multilatéralisme qui entend faire primer le droit (des capitaux) sur le politique. Le lobby financier n'a jamais été favorable à ce qui ressemble de près ou de loin à de la régulation, et les républicains ont toujours préféré les accords bilatéraux. Toutefois, jusqu'à présent, les Etats-Unis ne s'y opposaient pas frontalement et acceptaient ce cadre juridique tant qu'ils se sentaient autorisés à pratiquer les entorses de la Realpolitik nord-américaine. La Maison-Blanche entend désormais renégocier des accords bilatéraux des Etats-Unis avec leurs alliés, de manière asymétrique et cherchant systématiquement à installer un rapport de force favorable aux intérêts américains.

* **ÉCONOMISTE EN CHEF** à l'AFD et directeur de recherche au CNRS.

Donald Trump réussira-t-il à réindustrialiser l'Amérique, comme il s'y est engagé ?

Donald Trump veut revenir à une Amérique qui ressemblerait à ce qu'elle était au moment des Trente Glorieuses, c'est-à-dire la plus grande nation industrielle de la planète. Depuis lors, l'industrie manufacturière ne représente plus que 12 % du PIB américain, comme en France ou en Grande-Bretagne. Trump s'est fait élire en ressuscitant l'imaginaire de cette Amérique forte. Laquelle ? Celle de l'industrie d'après-guerre ? Celle de Wall Street ? On ne sait trop. Il avance d'un côté un plan d'investissement dans les infrastructures de 1 000 milliards de dollars. Excellente idée pour lutter contre la menace déflationniste, mais il n'est pas assuré d'avoir l'autorisation indispensable du Congrès pour rehausser de nouveau le plafond de la dette publique fédérale. De l'autre il cherche à desserrer les contraintes réglementaires de la finance (loi Dodd-Frank, règle Volker), pour favoriser la spéculation financière et faciliter le recours au surendettement des ménages, comme on l'avait connu avant la crise de 2007... La bulle financière continuera de gonfler. Les cadeaux fiscaux vont enrichir les plus riches. Mais la bulle finira tôt ou tard par crever. L'endettement des classes moyennes conduira à des défauts massifs et aboutira à un transfert supplémentaire de richesses des classes moyennes vers les plus aisés.

“TRUMP S'EST FAIT ÉLIRE EN RESSUSCITANT L'IMAGINAIRE D'UNE AMÉRIQUE FORTE. CELLE DE WALL STREET ? CELLE DE L'INDUSTRIE D'APRÈS-GUERRE ? ON NE SAIT.”



Kevin Lamarque / Reuters

Le paradoxe, c'est que ce sont les classes moyennes, exaspérées de voir leur revenu réel stagner depuis vingt ans et leur espérance de vie reculer, qui ont élu Trump.

Je suis sceptique. Ce qui a fondé la prospérité de l'industrie américaine pendant les Trente Glorieuses, c'étaient les gigantesques réserves de pétrole des Etats-Unis découvertes dans les années 30, et qui assuraient un accès quasi illimité et gratuit à l'énergie. Il faudrait que Trump retrouve l'équivalent d'une telle manne pour rééditer le miracle américain d'après-guerre. C'est sans doute ce qu'il cherchera à négocier avec son nouvel « allié », Vladimir Poutine : l'exploitation des huiles et gaz de schiste de Sibérie et le pétrole de l'Arctique. Exxon a déjà signé un contrat d'exploration avec Moscou. D'où l'entrée de Rex Tillerson, l'ancien PDG d'Exxon, au gouvernement Trump. Réussiront-ils leur pari ? Poutine devrait « vendre » très cher ses faveurs et ne tombera pas dans le piège de sacrifier sa relation privilégiée avec Pékin au profit de Washington... Il y a aussi le problème de l'accès aux matières premières comme le cuivre ou le phosphate. Au final, à supposer qu'il parvienne à surmonter ces obstacles

WASHINGTON, LE 3 FÉVRIER
Le président américain signe les décrets tendant à revenir sur les lois de régulation de la finance établies par l'administration Obama.

de taille, la réindustrialisation à la manière de Trump aura pour prix un désastre écologique majeur. C'est cette responsabilité historique que les progressistes de la côte est et de Californie ne veulent pas endosser. Ce qui explique leur mobilisation.

Entre les projets de libéralisation financière et de réduction de la fiscalité sur les entreprises, l'Europe ne va-t-elle pas devoir faire face à un concurrent fiscal à la fois gigantesque et agressif ?

C'est très vraisemblable. Il est déjà clair que le Royaume-Uni de Theresa May va surenchérir dans le dumping fiscal pour compenser le Brexit. Si le circuit d'alimentation de Wall Street ne fonctionne pas, Washington envisagera très vite de transformer les Etats-Unis en un autre paradis fiscal. Il faut que l'Europe sorte de la position confortable dans laquelle elle se complait depuis 1945 : la certitude d'avoir outre-Atlantique un grand frère puissant et bienveillant. C'est fini : nous avons un mauvais « empereur », et c'est désormais patent. Ce devrait être, pour les Européens, l'occasion d'un ressaisissement politique. L'Europe doit devenir un véritable sujet politique,

et ne pas reculer devant le rapport de force qui nous sera éventuellement imposé au cours des quatre prochaines années par la Maison-Blanche. Par exemple, la Maison-Blanche pourrait faire pression sur le FMI pour que celui-ci favorise la sortie de la Grèce hors de l'euro, ce qui précipiterait un démantèlement désordonné de la zone. Wolfgang Schäuble doit comprendre cela.

Il y a plusieurs options : certains veulent répondre à la menace des barrières douanières qu'agite Trump par nos propres défenses tarifaires, avec le risque d'enclencher un processus du type des années 30 et d'aller vers des catastrophes. D'autres préconisent de se lancer franchement dans la transition écologique...

Ce mythe, « le protectionnisme, c'est la guerre », ne résiste pas à l'analyse historique. On n'observe aucune corrélation empirique entre protectionnisme commercial et guerre. Pendant la première mondialisation, 1870-1914, tous les pays sont protectionnistes sauf la première grande puissance industrielle qu'est alors la Grande-Bretagne. Le monde est-il alors protectionniste, libre-échangiste ? Les volumes d'échanges, et en particulier financiers, sont à des niveaux jamais connus jusque-là en ce début du XX^e siècle, et cela n'empêchera pas la Première Guerre mondiale. Autre exemple après 1945, en Europe de l'Ouest : tout le monde est protectionniste, et cela n'a conduit à aucune guerre. La phase de libre-échange que nous vivons est le fruit avant tout du faible coût de deux facteurs, l'énergie et la communication. Le pétrole ne coûtait rien, la circulation des données non plus, quand tous deux sont massivement consommateurs de ressources : les data centers sont responsables de 2 % des émissions de gaz à effet de serre, contre 3 % pour le transport aérien.

En revanche, en effet, la transition écologique, comme projet politique est, à mon avis, la vraie voie de salut de l'Europe. ■ **PROPOS RECUEILLIS PAR EMMANUEL LÉVY ET HERVÉ NATHAN**